

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 26 ΙΟΥΝΙΟΥ 1987 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 108

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1708

Κύρωση της σύμβασης για τη μεταφορά των καταδίκων.

ΤΟ ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η σύμβαση για τη μεταφορά των καταδίκων, που υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 21 Μαρτίου 1983, με τις εξής δηλώσεις:

1. Άρθρο 3 παράγραφος 3.
Η Ελλάδα δηλώνει ότι αποκλείει την εφαρμογή της διαδικασίας που προβλέπεται στο άρθρο 9.1.6. Κατ' εξαίρεση, αν η μεταφορά στην Ελλάδα ενός καταδίκου δεν είναι δυνατό να πραγματοποιηθεί σύμφωνα με τη διαδικασία του άρθρου 9.1. α., το Ελληνικό Υπουργείο Δικαιοσύνης θα είναι αρμόδιο να αποφασίσει αν θα ακολουθηθεί η διαδικασία του άρθρου 9. 1. 6.

2. Άρθρο 3 παράγραφος 4.
Η Ελλάδα δηλώνει ότι η υπηκοότητα κρίνεται σύμφωνα με τα προβλεπόμενα από τον Κώδικα της Ελληνικής Ιθαγένειας.

3. Άρθρο 5 παράγραφος 3.
Η Ελλάδα δηλώνει ότι μπορεί να χρησιμοποιήσει παράλληλα και τη διπλωματική οδό.

4. Άρθρο 9 παράγραφος 4.
Η Ελλάδα δηλώνει ότι θα εφαρμόζει τη διαδικασία που προβλέπεται από τη διάταξη του άρθρου 9.1.6.

5. Άρθρο 16 παράγραφος 7.
Η Ελλάδα δηλώνει ότι πρέπει να της γνωστοποιείται οποιαδήποτε διαμετακομιδή λαμβάνει χώρα πάνω από το έδαφός της.

6. Άρθρο 17 παράγραφος 3.
Η Ελλάδα δηλώνει ότι οι αιτήσεις για μεταφορά των καταδίκων και τα αποδεικτικά έγγραφα πρέπει να συνοδεύονται από μετάφραση στην ελληνική γλώσσα.

Το κείμενο της σύμβασης, στο πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική, έχει ως εξής:

CONVENTION
SUR LE TRANSFÈREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats, signataires de la présente Convention.

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Désireux de développer davantage la coopération internationale en matière pénale;

Considérant que cette coopération doit servir les intérêts d'une bonne administration de la justice et favoriser la réinsertion sociale des personnes condamnées;

Considérant que ces objectifs exigent que les étrangers qui sont privés de leur liberté à la suite d'une infraction pénale aient la possibilité de subir leur condamnation dans leur milieu social d'origine;

Considérant que le meilleur moyen d'y parvenir est de les transférer vers leur propre pays.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1
Définitions

Aux fins de la présente Convention, l'expression :

a) «condamnation» désigne toute peine ou mesure privative de liberté prononcée par un juge pour une durée jimitée ou indéterminée en raison d'une infraction pénale

b) «jugement» désigne une décision de justiee prononcant une condamnation;

c) «Etat de condamnation» désigne l'Etat où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou l'a déjà été;

d) «Etat d'exécution», designe l'Etat vers lequel le condamné peut être transféré ou l'a déjà été, afin d'y subir sa condamnation.

Article 2
Principes généraux

1. Les Parties s'engagent à s'aecorder mutuellement, dans les conditions prévues par la présente Convention, la coopération la plus large possible en matière de transfèrement des personnes eondamnées.

2. Une personne condamnée dans une Partie peut, conformément aux dispositions de la présente Convention, être transférée vers une autre Partie pour y subir la condamnation qui lui a été infligée. A cette fin, elle peut exprimer, soit auprès de l'Etat de condamnation, soit auprès de l'Etat d'exécution, le souhait d'être transférée en vertu de la présente Convention.

3. Le transfèrement peut être demandé soit par l'Etat de condamnation, soit par l'Etat d'exécution

Article 3
Conditions du transfèrement

1. Un transfèrement ne peut avoir lieu aux termes de la présente Convention qu'aux conditions suivantes :

a) le condamné doit être ressortissant de l'Etat d'exécution;

b) le jugement doit être définitif;

c) la durée de condamnation que le condamné a encore à subir doit être au moins de six mois à la date de réception de la demande de transfèrement, ou indéterminée;

d) le condamnée ou, lorsqu'en raison de son âge ou de son état physique ou mental l'un des deux Etats l'estime nécessaire, son représentant doit consentir au transfèrement;

e) les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation doivent constituer une infraction pénale au regard du doirt de l'Etat d'exécution ou devraient en constituer une s'ils servenaient sur son territoire; et

f) l'Etat de condamnation et l'Etat d'exécution doivent s'être mis d'accord sur ee transfèrement.

2. Dans des eas execeprionnels, des Parties peuvent convenir d'un transfèrement même si la durée de la condamnation que le condamnée a encore à subir est inférieure à celle prévue au paragraphe 1.c.

3. Tout Etat peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressé au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer qu'il entend exclure l'application de l'une des procédures prévues à l'article 9.1. a et b dans ses relations avec les autres Parties.

4. Tout Etat peut, à tout moment, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, définir, en ee qui le coneerne, le terme «ressortissant» aux fins de la présente Convention.

Article 4
Obligation de fournir des informations

1. Tout eondamné auquel la présente Convention peut s'appliquer doit être informé par l'Etat de condamnation de la teneur de la présente Convention.

2. Si le condamné a exprimé auprès de l'Etat de condamnation le souhait d'être tranféré en vertu de la présente Convention, cet Etat doit en informer l' Etat d'exéeution le plus tôt possible après que le jugement soit devenu définitif.

3. Les informations doivent comprendre :

a) le nom, la date et le lieu de naissance du condamné;

b) le cas éehéant, son adresse dans l'Etat d'exéeution;

e) un exposé des faits ayant entraîné la eondamnation;

d) la nature, la durée et la date du début de la condamnation.

4. Si le condamné a exprimé auprès de l'Etat d'exéeution le souhait d'être tranféré en vertu de la présente Convention, l'Etat de condamnation communique à eet Etat, sur sa demande, les informations visées au paragraphe 3 ci-dessus.

5. Le condamné doit être informé par écrit de toute démarche entreprise par l'Etat de condamnation ou l'Etat d'exécution en application des paragraphes précédents, ainsi que de toute décision prise par l'un des deux Etats au sujet d'une demande de transfèrement.

Article 5
Demandes et réponses

1. Les démandes de tranfèrement et les réponses doivent être formulées par écrit.

2. Ces demandes doivent être adressées par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant au Ministère de la Justice de l'Etat requis. Les réponses doivent être communiquées par les mêmes voies.

3. Toute Partie peut, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe indiquer qu'elle utilisera d'autres voies de communication.

4. L'Etat requis doit informer l'Etat requérant, dans les plus brefs délais, de sa décision d'aeeepter ou de refuser le transfèrement demandé.

Article 6

Pièces à l'appui

1. L'Etat d'exécution doit, sur demande de l'Etat de condamnation, fournir à ce dernier:

a) un document ou une déclaration indiquant que le condamné est ressortissant de cet Etat;

b) une copie des dispositions légales de l'Etat d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'Etat de condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'Etat d'exécution ou en constitueraient une s'ils survenaient sur son territoire;

c) une déclaration contenant les renseignements prévus à l'article 9.2.

2. Si un transfèrement est demandé, l'Etat de condamnation doit fournir les documents suivants à l'Etat d'exécution à moins que l'un ou l'autre des deux Etats ait déjà indiqué qu'il ne donnerait pas son accord au tranfèrement :

a) une copie certifiée conforme du jugement et des dispositions légales appliquées;

b) l'indication de la durée de la condamnation déjà subie, y compris des renseignements sur toute détention provisoire, remise de peine ou autre acte concernant l'exécution de la condamnation;

c) une déclaration constantant le consentement au transfèrement tel que visé à l'article 3.1.d : et

d) chaque fois qu'il y aura lieu, tout rapport médical ou social sur le condamné, toute information sur son traitement dans l'Etat de condamnation et toute recommandation pour la suite de son traitement dans l'Etat d'exécution.

3. L'Etat de condamnation et l'Etat d'exécution peuvent, l'un et l'autre, demander à recevoir l'un quelconque des documents ou déclarations visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

Article 7

Consentement et vérification

1. L'Etat de condamnation fera en sorte que la personne qui doit donner son consentement au transfèrement en vertu de l'article 3.1.d le fasse volontairement et en étant pleinement consciente des conséquences juridiques qui en découlent. La procédure à suivre à ce sujet sera régie par la loi de l'Etat de condamnation.

2. L'Etat de condamnation doit donner à l'Etat d'exécution la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un consul ou d'un autre fonctionnaire désigné en accord avec l'Etat d'exécution, que le consentement a été donné dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

Article 8

Conséquences du transfèrements pour l'Etat de condamnation

1. La prise en change du condamné par les autorités de l'Etat d'exécution a pour effet de suspendre l'exécution de la condamnation dans l'Etat de condamnation.

2. L'Etat de condamnation ne peut plus exécuter le condamnation lorsque l'Etat d'exécution considère l'exécution de la condamnation comme étant terminée.

Article 9

Conséquences du transfèrements pour l'Etat d'exécution

1. Les autorités compétentes de l'Etat d'exécution doivent :

a. soit poursuivre l'exécution de la condamnation immédiatement ou sur la base d'une décision judiciaire ou administrative, dans les conditions énoncées à l'article 10;

b. soit convertir la condamnation, par une procédure judiciaire ou administrative, en une décision de cet Etat, substituant ainsi à la sanction infligée dans l'Etat de condamnation une sanction prévue par la législation de l'Etat d'exécution pour la même infraction, dans les conditions énoncés à l'article 11.

2. L'Etat d'exécution doit, si la demande lui en est faite, indiquer à l'Etat de condamnation, avant le transfèrement de la personne condamnée, laquelle de ces procédures il suivra.

3. L'exécution de la condamnation est régie par la loi de l'Etat d'exécution et cet Etat est seul compétent pour prendre toutes les décisions appropriées.

4. Tout Etat dont le droit interne empèche de faire usage de l'une des procédures visées au paragraphe 1 pour exécuter les mesures dont on fait l'objet dans une autre Partie des personnes qui, compte tenu de leur état mental, ont été déclarées pénalement irresponsables d'une infraction et qui est disposé à prendre en charge ces personnes en vue de la poursuite de leur traitement peut, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer les procédures qu'il suivra dans ces cas.

Article 10

Poursuite de l'exécution

1. En cas de poursuite de l'exécution, l'Etat d'exécution est lié par la nature juridique et la durée de la sanction telles qu'elles résultent de la condamnation.

2. Toutefois, si la nature ou la durée de cette sanction sont incompatibles avec la législation de l'Etat d'exécution, ou si la législation de cet Etat l'exige, l'Etat d'exécution peut, par décision judiciaire ou administrative, adapter cette sanction à la peine ou mesure prévue par sa propre loi pour des infractions de même nature. Cette peine ou mesure correspond, autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la condamnation à exécuter. Elle ne peut aggraver par sa nature ou par sa durée la sanction prononcée dans l'Etat de condamnation ni excéder le maximum prévu par la loi de l'Etat d'exécution.

Article 11

Conversion de la condamnation

1. En cas de conversion de la condamnation, la procédure prévue par la législation de l'Etat d'exécution s'applique. Lors de la conversion, l'autorité compétente :

a. sera liée par la constatation des faits dans la mesure où ceux -ci figurent explicitement ou implicitement dans le jugement prononcé dans l'Etat de condamnation;

b. ne peut convertir une sanction privative de liberté en une sanction pécuniaire;

c. déduira intégralement la période de privation de liberté subte par le condamné; et

d. n'aggravera pas la situation pénale du condamné, et ne sera pas liée par la sanction minimale éventuellement prévue par la législation de l'Etat d'exécution pour la ou les infractions commises.

2. Lorsque la procédure de conversion a lieu après le transfèrement de la personne condamnée, l'Etat d'exécution gardera cette personne en détention ou prendra d'autres mesures afin d'assurer sa présence dans l'Etat d'exécution jusqu' à l'issue de cette procédure.

Article 12

Grâce, amnistie, commutation

Chaque Partie peut accorder la grâce, l'amnistie ou la commutation de la peine conformément à sa Constitution ou à ses autres règles juridiques.

Article 13

Révision du jugement

L'Etat de condamnation, seul, a le droit de statuer sur tout recours en révision introduit contre le jugement.

Article 14

Cessation de l'exécution

L'Etat d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation dès qu'il a été informé par l'Etat de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

Article 15

Informations concernant l'exécution

L'Etat d'exécution fournira des informations à l' Etat de condamnation concernant l'exécution de la condamnation :

a. lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation;

b. si le condamné s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée; ou

c. si l'Etat de condamnation lui demande un rapport spécial.

Article 16

Transit

1. Une Partie doit, en conformité avec sa législation, accéder à une demande de transit d'un condamné par son territoire, si la demande est formulée par une autre Partie qui est elle-même convenue avec une autre Partie ou avec un Etat tiers du transfèrement du condamnée vers ou à partir de son territoire.

2. Une Partie peut refuser d'accorder le transit :

a. si le condamné est un de ses ressortissants, ou

b. si l'infraction qui a donné lieu à la condamnation ne constitue pas une infraction au regard de sa législation.

3. Les demandes de transit et les réponses doivent être communiquées par les voies mentionnées aux dispositions de l'article 5.2. et 3.

4. Une Partie peut accéder à une demande de transit d'un condamné par son territoire, formulée par un Etat tiers, si celui-ci est convenu avec une autre Partie du transfèrement vers ou à parti de son territoire.

5. La Partie à laquelle est demandé la transit peut garder le condemné en détection pendant la durée strictement nécessaire au transit par son territoire.

6. La Partie requise d'accorder le transit peut être invitée à donner l'assurance que le condamnée ne sera ni poursuivi, ni détenu, sous réserve de l'application du paragraphe précédent, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de l'Etat de transit, pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'Etat de condamnation.

7. Aucune demande de transit n'est nécessaire si la voie aérienne est utilisée au-dessus du territoire d'une Partie et aucun atterrissage n'est prévu. Toutefois, chaque Etat peut, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratificiation, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, exiger que lui soit notifié tout transit au-dessus de son territoire.

Article 17

Langues et frais

1. Les informations en vertu de l'article 4, paragraphes 2 à 4, doivent se faire dans la langue de la Partie à laquelle elles sont adressées ou dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe.

2. Sous réserve du paragraphe 3 ci-dessous, aucune traduction des demandes de transfèrement ou des documents à l'appui n'est nécessaire.

3. Tout Etat peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par declaration adressée au Secrétaire Géneral du Conseil de l'Europe, exiger que les demandes de transfèrement et les pièces à l'appui soient accompagnées d'une traduction dans sa propre langue ou dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe ou dans celle de ces langues qu'il indiquera. Il peut à cette occasion déclarer qu'il est disposé à accepter des traduction dans toute autre langue en plus de la langue officielle, ou des langues officielles, du Conseils de l'Europe.

4. Sauf l'exception prévue à l'article 6.2.a, les documents transmis en application de la présente Convention n'ont pas besoin d'être certifiés.

5. Les frais occasionnes en appliquant la présente Convention sont à la charge de l'Etat d'exécution, à l'exeption des frais occassionnés exclusivement sur le territoire de l'Etat de condamnation.

Article 18

Signature et entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des Etats non membres qui ont participé à son élaboration. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l 'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention, conformément aux dispositions du paragraphe 1.

3. Pour tout Etat signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 19

Adhésion des Etats non membres

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, après avoir consulté les Etats contractants, inviter tout Etat non membre du Conseil et non mentionné à l'article 18.1, à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article

20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats Contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérant, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 20
Application territoriale

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peur, à tout autre moment par la suite, par une déeleration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en viguer à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déelaration par le Secrétaire Général.

3. Tout déclaration faite en vertu des deux paragraphes préeédents pourra être retirée, en ce qui eoncerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 21
Applieation dans le temps

La présente Convention sera applicable à l'exécution des condamnations prononcées soit avant soit après son entrée en vigueur.

Article 22
Relations avec d'autres conventions et accords

1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations déeoulant des traités d'extradition et autres traités de eoopération internationale en matière pénale prévoyant le transfèrement de détenus à des fins de confrontation ou de témoignage.

2. Lorsque deux ou plusieurs Parties ont déjà conclu ou concluront un accord ou un traité sur le transfèrement des condamnés ou lorsqu'ils ont établi ou établiront d'une autre manière leurs relations dans ce domaine, ils auront la faculté d'appliquer ledit accord, traité ou arrangement au lieu de la présente Convention.

3. La présente Convention ne porte pas atteinte au droit des Etats qui sont Parties à la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs de conelure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux, relatifs aux questions réglées par cette Convention, pour en compléter les dispositions ou pour dispositions ou pour facilier l'application des principes dont elle s'inspire.

4. Si une demande de transèrement tombe dans le champ d'application de la présente Conventions et de la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs ou d'un autre accord ou traité sur le transgèrement des condamnés, l'Etat requérant doit lorsqu'il formule le demande, préciser en vertu de quel instrument la demande est formulée.

Article 23
Règlement amiable

Le Comité européen pour les problèmes criminels suivra l'application de la présente Convention et facilitera au besoin le règlement amiable de toute difficulté d'applieation.

Article 24
Dénonciation

1. Toute Partie peut à tout moment, dénoncer la présente Convention en dressant une notification au Seerétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. Toutefois, la présente Convention continuera à s'appliquer à l'exécution des condamnations de personnes transférées conformément à ladite Convention avant que la dénonciation ne prenne effet.

Article 25
Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de la présente Convention ainsi qu'à tout Etat ayant adhéré à celle-ci :

a. toute signature;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 18.2 et 3, 19.2 et 20.2 et 3;

d. tout autre acte, déclaration, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 21 Mars 1983, en francais et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de la présente Convention et à tout Etat invité à adhérer à celle-ci.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗ ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΤΩΝ ΚΑΤΑΔΙΚΩΝ

Τα κράτη—μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και τα άλλα κράτη που υπογράφουν τη σύμβαση αυτή,

Κρίνοντας ότι σκοπός του Συμβουλίου της Ευρώπης είναι η σύσφιξη των σχέσεων μεταξύ των μελών του,

Επιθυμώντας την περαιτέρω ανάπτυξη της διεθνούς συνεργασίας σε θέματα ποινικού δικαίου,

Κρίνοντας ότι η συνεργασία αυτή πρέπει να εξυπηρετεί την ορθή απονομή της δικαιοσύνης και να ευνοεί την αποκατάσταση των καταδίκων.

Κρίνοντας ότι οι σκοποί αυτοί απαιτούν να παρέχεται η δυνατότητα στους αλλοδαπούς, που έχουν στερηθεί την ελευθερία τους εξαιτίας κάποιας ποινικής παράβασης. να εκτίουν την ποινή τους στον κοινωνικό χώρο που ανήκουν,

Κρίνοντας ότι ο καλύτερος τρόπος για να επιτευχθεί ο σκοπός αυτός είναι η μεταφορά τους στη χώρα τους,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1.
Ορισμοί.

Για τους σκοπούς της σύμβασης αυτής οι όροι:

α) «καταδίκη» σημαίνει κάθε στερητική της ελευθερίας ποινή ή μέτρο ασφάλειας, που έχει επιβληθεί από δικαστή για ορισμένο ή αόριστο χρονικό διάστημα λόγω ποινικής παράβασης,

β) «απόφαση» σημαίνει δικαστική απόφαση που επιβάλλει καταδίκη,

γ) «κράτος της καταδίκης» σημαίνει το κράτος στο οποίο καταδικάστηκε το πρόσωπο που μπορεί να μεταφερθεί ή έχει ήδη μεταφερθεί,

δ) «κράτος της εκτέλεσης» σημαίνει το κράτος στο οποίο ο κατάδικος μπορεί να μεταφερθεί ή έχει ήδη μεταφερθεί, προκειμένου να εκτίσει την ποινή του.

Άρθρο 2.
Γενικές Αρχές.

1. Τα συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να παρέχουν αμοιβαία την ευρύτερη δυνατή συνεργασία στα θέματα μεταφοράς των καταδίκων, σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται από τη σύμβαση αυτή.

2. Ένα πρόσωπο που καταδικάζεται στο έδαφος ενός Μέρους μπορεί, σύμφωνα με τις διατάξεις της σύμβασης αυτής, να μεταφέρεται στο έδαφος ενός άλλου Μέρους για να εκτίσει εκεί την ποινή που του έχει επιβληθεί. Για το σκοπό αυτό, μπορεί να εκφράσει, είτε στο κράτος της καταδίκης είτε στο κράτος της εκτέλεσης, την επιθυμία να μεταφερθεί, σύμφωνα με τη σύμβαση αυτή.

3. Η μεταφορά μπορεί να ζητηθεί είτε από το κράτος της καταδίκης είτε από το κράτος της εκτέλεσης.

Άρθρο 3.
Προϋποθέσεις μεταφοράς.

1. Μια μεταφορά δεν μπορεί να πραγματοποιηθεί σύμφωνα με τους όρους αυτής της σύμβασης, παρά μόνο υπό τις ακόλουθες προϋποθέσεις :

α. Ο κατάδικος πρέπει να είναι υπήκοος του κράτους της εκτέλεσης,

β. η απόφαση πρέπει να είναι αμετάκλητη,

γ. η διάρκεια της ποινής που υπολείπεται να εκτίσει ο κατάδικος να είναι τουλάχιστον εξάμηνη κατά την ημερομηνία λήψης της αίτησης μεταφοράς ή η διάρκειά της να είναι αόριστη,

δ. να έχει συγκατατεθεί για τη μεταφορά ο κατάδικος ή ο νόμιμος αντιπρόσωπός του, στην περίπτωση που αυτό θεωρείται από ένα από τα δύο Μέρη αναγκαίο λόγω της ηλικίας του ή της φυσικής ή πνευματικής του κατάστασης.

ε. οι πράξεις ή οι παραλείψεις που αποτέλεσαν το λόγο της καταδίκης να αποτελούν ποινικό αδίκημα σύμφωνα με το δίκαιο του κράτους της εκτέλεσης, ή θα έπρεπε να αποτελούσαν ένα τέτοιο αδίκημα, εάν είχαν διαπραχθεί στο έδαφός του, και

ζ. το κράτος της καταδίκης και το κράτος της εκτέλεσης πρέπει να συμφωνούν για τη μεταφορά αυτή.

2. Σε εξαιρετικές περιπτώσεις, τα Μέρη μπορούν να συμφωνήσουν για μια μεταφορά ακόμη και αν το υπόλοιπο της ποινής που έχει να εκτίσει ο κατάδικος είναι μικρότερο από αυτό που καθορίζεται στο στοιχείο γ της παραγράφου 1.

3. Κάθε Μέρος μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να κάνει γνωστό ότι προτίθεται να αποκλείσει την εφαρμογή μιας από τις προβλεπόμενες στο άρθρο 9 παρ. 1α και β διαδικασίες, στις σχέσεις του με τα άλλα Μέρη.

4. Κάθε κράτος μπορεί, οποτεδήποτε, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να προσδιορίσει, στον τομέα που το αφορά, τον όρο «υπήκοος» για τους σκοπούς της σύμβασης αυτής.

Άρθρο 4.
Υποχρέωση παροχής πληροφοριών.

1. Κάθε κατάδικος για τον οποίο μπορεί να εφαρμοστεί αυτή η σύμβαση πρέπει να πληροφορείται από το κράτος της καταδίκης το περιεχόμενο αυτής της σύμβασης.

2. Εάν ο κατάδικος έχει εκφράσει στο κράτος της καταδίκης την επιθυμία να μεταφερθεί βάσει της παρούσας σύμβασης, το κράτος αυτό πρέπει να πληροφορήσει σχετικά το κράτος της εκτέλεσης στο συντομότερο δυνατό χρόνο από τότε που η απόφαση θα γίνει αμετάκλητη.

3. Οι πληροφορίες πρέπει να περιλαμβάνουν:

α. το όνομα, την ημερομηνία και τον τόπο γέννησης του καταδίκου,

β. τη διεύθυνσή του, εάν υπάρχει, στο κράτος της εκτέλεσης,

γ. έκθεση των πραγματικών περιστατικών στα οποία βασίστηκε η καταδίκη,

δ. τη φύση, τη διάρκεια και την ημερομηνία έναρξης της καταδίκης.

4. Εάν ο κατάδικος έχει εκφράσει στο κράτος της εκτέλεσης την επιθυμία να μεταφερθεί βάσει της παρούσας σύμβασης, το κράτος της καταδίκης ανακοινώνει σ' αυτό το κράτος, μετά από αίτησή του, τις πληροφορίες που αναφέρονται στην παραπάνω παράγραφο 3.

5. Ο κατάδικος πρέπει να πληροφορείται εγγράφως κάθε ενέργεια του κράτους της καταδίκης ή του κράτους της εκτέλεσης, σε εφαρμογή των προηγουμένων παραγράφων, καθώς και κάθε απόφαση που λαμβάνεται από ένα από τα δύο κράτη σχετικά με μία αίτηση μεταφοράς.

Άρθρο 5.
Αιτήσεις και απαντήσεις.

1. Οι αιτήσεις για μεταφορά και οι απαντήσεις πρέπει να διατυπώνονται εγγράφως.

2. Αυτές οι αιτήσεις πρέπει να υποβάλλονται από το Υπουργείο Δικαιοσύνης του αιτούντος κράτους στο Υπουργείο Δικαιοσύνης του κράτους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση. Οι απαντήσεις πρέπει να ανακοινώνονται μέσω της ιδίας οδού.

3. Κάθε Μέρος μπορεί, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να κάνει γνωστό ότι θα χρησιμοποιήσει άλλες οδούς ανακοίνωσης.

4. Το κράτος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση πρέπει να πληροφορεί το κράτος που την υποβάλλει, το συντομότερο δυνατό, για την απόφασή του να δεχθεί ή να αρνηθεί τη μεταφορά που ζητείται.

Άρθρο 6.
Αποδεικτικά έγγραφα.

Το κράτος της εκτέλεσης οφείλει, μετά από αίτηση του κράτους της καταδίκης, να υποβάλει σ' αυτό:

α. ένα έγγραφο ή μία δήλωση από όπου να προκύπτει ότι ο κατάδικος είναι υπήκοος αυτού του Κράτους,

β. ένα αντίγραφο των νομικών διατάξεων του κράτους της εκτέλεσης, από τις οποίες να προκύπτει ότι οι πράξεις ή οι παραλείψεις για τις οποίες εκδόθηκε η καταδικαστική απόφαση στο κράτος της καταδίκης αποτελούν έγκλημα σύμφωνα με το δικό του δίκαιο ή θα αποτελούσαν ένα τέτοιο έγκλημα εάν είχαν γίνει στο έδαφός του,

γ. μία δήλωση η οποία να περιέχει τις προβλεπόμενες στο άρθρο 9.2 πληροφορίες.

2. Εάν ζητείται μία μεταφορά, το κράτος της καταδίκης πρέπει να παρέχει τα ακόλουθα έγγραφα στο κράτος της εκτέλεσης, εκτός εάν ένα από τα δύο κράτη έχει ήδη κάνει γνωστό ότι δε θα δώσει τη συναίνεσή του για τη μεταφορά:

α. επικυρωμένο αντίγραφο της απόφασης και των νομικών διατάξεων που εφαρμόσθηκαν,

β. δήλωση από την οποία να προκύπτει η διάρκεια της ποινής που έχει ήδη εκτιθεί, στην οποία περιλαμβάνονται και πληροφορίες για κάθε προσωρινή κράτηση, μείωση της ποινής ή άλλη πράξη σχετική με την εκτέλεση της καταδικαστικής απόφασης,

γ. δήλωση που να περιέχει τη συναίνεση για τη μεταφορά όπως αυτή προβλέπεται στο άρθρο 3 παρ. 1 δ, και

δ. όπου τούτο ενδείκνυται, κάθε έκθεση ιατρική ή κοινωνικού λειτουργού για τον κατάδικο, πληροφορίες για τη μεταχείρισή του στο κράτος της καταδίκης και κάθε σύσταση για συνέχιση της σωφρονιστικής αγωγής του στο κράτος της εκτέλεσης.

3. Τόσο το κράτος της καταδίκης όσο και το κράτος της εκτέλεσης μπορούν να ζητούν να τους αποστέλλεται οποιοδήποτε από τα έγγραφα ή τις δηλώσεις που αναφέρονται στις παραπάνω παραγράφους 1 και 2, πριν υποβάλουν την αίτηση για μεταφορά ή λάβουν απόφαση για το εάν θα την εγκρίνουν ή θα την απορρίψουν.

Άρθρο 7.

Συναίνεση και επαλήθευσή της.

1. Το κράτος της καταδίκης πρέπει να βεβαιωθεί ότι το πρόσωπο που απαιτείται να δώσει τη συναίνεσή του για τη μεταφορά, βάσει του άρθρου 3 παρ. 1δ ενεργεί με τη θέλησή του και έχοντας πλήρη γνώση των νομικών συνεπειών που μπορεί να πηγάζουν απ' αυτή. Η διαδικασία που πρέπει να ακολουθηθεί σχετικά θα διέπεται από το δίκαιο του κράτους της καταδίκης.

2. Το κράτος της καταδίκης πρέπει να δώσει στο κράτος της εκτέλεσης τη δυνατότητα να επαληθεύσει μέσω προξένου ή άλλου δημοσίου υπαλλήλου, διορισμένου μετά από συμφωνία με το κράτος της εκτέλεσης, ότι η συναίνεση δόθηκε σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στην προηγούμενη παράγραφο.

Άρθρο 8.

Συνέπειες της μεταφοράς για το κράτος της καταδίκης.

1. Η ανάληψη της ευθύνης για τον κατάδικο από τις αρχές του κράτους της εκτέλεσης έχει ως αποτέλεσμα την αναστολή της εκτέλεσης της καταδικαστικής απόφασης στο κράτος της καταδίκης.

2. Το κράτος της καταδίκης δε θα μπορεί πλέον να εκτελέσει την καταδικαστική απόφαση εάν το κράτος της εκτέλεσης κρίνει ότι η εκτέλεση της καταδικαστικής απόφασης έχει ολοκληρωθεί.

Άρθρο 9.

Συνέπειες της μεταφοράς για το κράτος της εκτέλεσης.

1. Οι αρμόδιες αρχές του κράτους της εκτέλεσης οφείλουν είτε:

α. να εξακολουθήσουν την εκτέλεση της καταδίκης αμέσως ή βάσει δικαστικής ή διοικητικής απόφασης, σύμφωνα με τους όρους που αναφέρονται στο άρθρο 10,

β. να μετατρέψουν την καταδίκη, με μια δικαστική ή διοικητική διαδικασία σε απόφαση του κράτους αυτού, αντικαθιστώντας με αυτόν τον τρόπο την επιβληθείσα ποινή από το κράτος της καταδίκης σε μια ποινή που προβλέπεται από τη νομοθεσία του κράτους της εκτέλεσης για το ίδιο έγκλημα, κατά τους όρους που αναφέρονται στο άρθρο 11.

2. Το κράτος της εκτέλεσης οφείλει, εάν έχει υποβληθεί η αίτηση, σ' αυτό, να κάνει γνωστό στο κράτος της καταδίκης πριν από τη μεταφορά του καταδίκου, ποια από τις διαδικασίες αυτές θα ακολουθήσει.

3. Η εκτέλεση της καταδίκης διέπεται από το δίκαιο του κράτους της εκτέλεσης και αυτό το κράτος είναι το μόνο αρμόδιο για να λάβει τις κατάλληλες αποφάσεις.

4. Κάθε κράτος, το οποίο, σύμφωνα με το εσωτερικό του δίκαιο, δεν μπορεί να ακολουθήσει μία από τις διαδικασίες που αναφέρονται στην παράγραφο 1, για να εκτελεσθούν μέτρα που έχουν επιβληθεί σε άλλο κράτος και αφορούν καταδίκους οι οποίοι για λόγους πνευματικής κατάστασης δεν έχουν θεωρηθεί ποινικά υπεύθυνοι για ένα έγκλημα, και το οποίο προδιατίθεται να δεχθεί αυτά τα πρόσωπα για περαιτέρω σωφρονιστική μεταχείριση, μπορεί να καθορίσει τις διαδικασίες που θα ακολουθήσει σ' αυτές τις περιπτώσεις, με δήλωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 10.

Συνέχιση της εκτέλεσης.

1. Στην περίπτωση που θα συνεχιστεί η εκτέλεση της ποινής, το κράτος δεσμεύεται από τη νομική φύση και τη διάρκεια της ποινής, όπως αυτές καθορίζονται στην καταδικαστική απόφαση.

2. Εν τούτοις, εάν η φύση ή η διάρκεια της ποινής δε συμβιβάζονται με τη νομοθεσία του κράτους της εκτέλεσης, ή εάν η νομοθεσία του κράτους αυτού το απαιτεί, το κράτος της εκτέλεσης μπορεί, με δικαστική ή διοικητική απόφαση, να προσαρμόσει αυτή την κύρωση στην ποινή ή στο μέτρο που προβλέπονται από τη δική του νομοθεσία για παραβάσεις της ίδιας φύσης. Η ποινή αυτή ή το μέτρο αντιστοιχούν, κατά το δυνατό, ως προς τη φύση τους, στην ποινή ή στο μέτρο που επιβάλλονται από την καταδικαστική απόφαση και δεν μπορούν να επιβαρύνουν με τη φύση τους ή τη διάρκειά τους την ποινή που έχει απαγγελθεί στο κράτος της καταδίκης ούτε να υπερβούν το ανώτατο όριο που προβλέπεται από το δίκαιο του κράτους της εκτέλεσης.

Άρθρο 11.

Μετατροπή της καταδίκης.

1. Στην περίπτωση μετατροπής της καταδίκης εφαρμόζεται η διαδικασία που προβλέπεται από τη νομοθεσία του κράτους της εκτέλεσης.

Κατά τη μετατροπή η αρμόδια αρχή:

α. θα δεσμεύεται από τη διαπίστωση των πραγματικών περιστατικών, όπως αυτά αναφέρονται ρητά ή προκύπτουν έμμεσα από την απόφαση που εκδόθηκε στο Κράτος της καταδίκης,

β. δε θα μπορεί να μετατρέψει μία στερητική της ελευθερίας ποινή σε χρηματική ποινή,

γ. θα εκπίπτει ολόκληρη την περίοδο στέρησης της ελευθερίας που εξέτισε ο κατάδικος και

δ. δε θα επιβαρύνει την ποινική κατάσταση του καταδίκου και δε θα δεσμεύεται από την ελάχιστη κύρωση που τυχόν προβλέπεται από τη νομοθεσία του κράτους της εκτέλεσης για το έγκλημα ή τα εγκλήματα που έχουν διαπραχθεί.

2. Εάν η διαδικασία μετατροπής γίνεται μετά τη μεταφορά του καταδίκου, το κράτος της εκτέλεσης θα τον υποβάλει σε κράτηση ή θα λάβει άλλα μέτρα, προκειμένου να εξασφαλίσει την παρουσία του στο κράτος της εκτέλεσης μέχρι το τέλος της διαδικασίας αυτής.

Άρθρο 12.

Χάρη, αμνηστία, μείωση ποινής.

Κάθε Μέρος μπορεί να απονέμει χάρη, να χορηγεί αμνηστία ή μείωση της ποινής, σύμφωνα με το Σύνταγμά του ή τους νόμους του.

Άρθρο 13.

Επανάληψη της διαδικασίας.

Μόνο το κράτος της καταδίκης έχει το δικαίωμα να αποφασίσει για κάθε αίτηση επανάληψης της διαδικασίας.

Άρθρο 14.

Παύση της εκτέλεσης.

Το κράτος της εκτέλεσης πρέπει να παύσει την εκτέλεση της ποινής μόλις πληροφορηθεί από το κράτος της καταδίκης οποιαδήποτε απόφαση ή μέτρο που έχει ως αποτέλεσμα τη μη εκτέλεση της καταδικαστικής απόφασης.

Άρθρο 15.

Πληροφορίες σχετικά με την εκτέλεση.

Το Κράτος της εκτέλεσης θα παρέχει πληροφορίες στο Κράτος της καταδίκης σχετικά με την εκτέλεση της καταδικαστικής απόφασης:

α. όταν κρίνει ότι έχει ολοκληρωθεί η εκτέλεση της καταδικαστικής απόφασης,

β. όταν ο κατάδικος δραπετεύει πριν ολοκληρωθεί η εκτέλεση της καταδικαστικής απόφασης, ή

γ. όταν το κράτος της καταδίκης του ζητά ειδική έκθεση.

Άρθρο 16.

Διαμεταγωγή.

1. Ένα Μέρος οφείλει, σύμφωνα με τη νομοθεσία του, να αποδεχθεί μία αίτηση διαμεταγωγής καταδίκου μέσα από το έδαφός του, εάν η αίτηση υποβληθεί από άλλο Μέρος το οποίο έχει ήδη συμφωνήσει με ένα άλλο Μέρος ή με ένα τρίτο κράτος για τη μεταφορά του καταδίκου προς ή από το έδαφός του.

2. Ένα Μέρος μπορεί να αρνηθεί να επιτρέψει τη διαμεταγωγή:

α. εάν ο κατάδικος είναι υπήκοός του, ή

β. εάν η παράβαση για την οποία εκδόθηκε η καταδικαστική απόφαση δεν αποτελεί παράβαση σύμφωνα με τη νομοθεσία του.

3. Οι αιτήσεις για διαμεταγωγή και οι απαντήσεις πρέπει να ανακοινώνονται με τους τρόπους που αναφέρονται στις διατάξεις του άρθρου 5 παρ. 2 και 3.

4. Ένα Μέρος μπορεί να αποδεχθεί μία αίτηση για διαμεταγωγή ενός καταδίκου από το έδαφός του, που υποβάλλεται από ένα τρίτο κράτος, εάν το κράτος αυτό έχει συμφωνήσει με ένα άλλο Μέρος για τη μεταφορά μέσα ή από το έδαφός του.

5. Το Μέρος μέσω του οποίου ζητείται η διαμεταγωγή μπορεί να θέσει σε κράτηση τον κατάδικο κατά το χρόνο που είναι απολύτως απαραίτητος για τη διέλευση από το έδαφός του.

6. Το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση για διαμεταγωγή μπορεί να κληθεί να εγγυηθεί ότι ο κατάδικος δε θα διωχθεί ούτε θα κρατηθεί, με την επιφύλαξη της εφαρμογής της προηγούμενης παραγράφου, ούτε θα υποβληθεί σε κανέναν άλλο περιορισμό της ατομικής του ελευθερίας στο έδαφος του κράτους της διαμεταγωγής, για πράξεις που διέπραξε, ή προκειμένου να εκτελεσθεί καταδικαστική απόφαση που ελήφθη πριν από το χρόνο της αναχώρησής του από το έδαφος του κράτους της καταδίκης.

7. Καμία αίτηση για διαμεταγωγή δεν είναι απαραίτητη εάν χρησιμοποιείται ο εναέριος χώρος πάνω από το έδαφος ενός Μέρους και δεν προβλέπεται προσγείωση σ' αυτό. Εν τούτοις, κάθε κράτος μπορεί, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης κατά το χρόνο της υπογραφής ή της κατάθεσης του οργάνου του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να απαιτήσει να του γίνεται γνωστή οποιαδήποτε διαμεταγωγή πάνω από το έδαφός του.

Άρθρο 17.

Γλώσσες και έξοδα.

1. Οι πληροφορίες βάσει του άρθρου 4 παράγρ. 2 έως 4 πρέπει να δίδονται στη γλώσσα του Μέρους προς το οποίο απευθύνεται ή σε μία από τις επίσημες γλώσσες του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Με την επιφύλαξη της επόμενης παραγράφου 3, η μετάφραση των αιτήσεων για μεταφορά ή των αποδεικτικών εγγράφων δεν είναι αναγκαία.

3. Κάθε κράτος μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής έγκρισης ή προσχώρησης με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να απαιτήσει οι αιτήσεις για μεταφορά και τα αποδεικτικά έγγραφα να συνοδεύονται από μετάφραση στη δική του γλώσσα ή σε μία από τις επίσημες γλώσσες του Συμβουλίου της Ευρώπης ή σε μία από τις γλώσσες που θα υποδείξει εκείνο. Μπορεί, με την ευκαιρία αυτή, να δηλώσει ότι είναι διατεθειμένο να δεχθεί μεταφράσεις σε κάθε άλλη γλώσσα πέρα από την επίσημη ή τις επίσημες γλώσσες του Συμβουλίου της Ευρώπης.

4. Με εξαίρεση την περίπτωση που προβλέπεται στο άρθρο 6 παρ. 2α, τα έγγραφα που διαβιβάζονται σε εφαρμογή της σύμβασης αυτής δεν απαιτείται να είναι επικυρωμένα.

5. Τα έξοδα που δημιουργούνται από την εφαρμογή της σύμβασης αυτής βαρύνουν το κράτος της εκτέλεσης, εκτός από αυτά που δημιουργούνται αποκλειστικά στο έδαφος του κράτους της καταδίκης.

Άρθρο 18.

Υπογραφή και έναρξη ισχύος.

1. Η παρούσα σύμβαση είναι ανοικτή για υπογραφή από τα κράτη—μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και τα κράτη μη μέλη που έχουν συμμετάσχει στην κατάρτισή της. Θα υποβληθεί για επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί την πάροδο τρίμηνης περιόδου μετά την ημερομηνία κατά την οποία τρία κράτη—μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμεύονται από τη σύμβαση αυτή, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1.

3. Για κάθε κράτος που υπογράφει και που θα δώσει μεταγενεστέρως τη συγκατάθεσή του να δεσμεύεται από τη σύμβαση, η σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί την πάροδο τρίμηνης περιόδου μετά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 19.

Προσχώρηση κρατών μη μελών.

1. Μετά την έναρξη ισχύος αυτής της σύμβασης η Επιτροπή Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης μπορεί, αφού συμβουλευθεί τα συμβαλλόμενα Μέρη, να καλέσει κάθε κράτος μη μέλος του Συμβουλίου και μη αναφερόμενο στο άρθρο 18 παρ. 1 να προσχωρήσει σ' αυτή τη σύμβαση, με απόφαση που θα έχει ληφθεί από την πλειοψηφία που προβλέπεται στο άρθρο 20δ του καταστατικού του Συμβουλίου της Ευρώπης και με ομοφωνία των αντιπροσώπων των συμβαλλομένων κρατών που έχουν το δικαίωμα να μετέχουν στην Επιτροπή.

2. Για κάθε κράτος που προσχωρεί, η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί την πάροδο τρίμηνης περιόδου από την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου προσχώρησης στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 20.

Εδαφική εφαρμογή.

1. Κάθε κράτος μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης να ορίσει την εδαφική περιοχή ή τις εδαφικές περιοχές τις οποίες θα εφαρμοσθεί η σύμβαση αυτή.

2. Κάθε κράτος μπορεί, οποτεδήποτε μεταγενεστέρως, με δήλωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης να επεκτείνει την εφαρμογή της σύμβασης αυτής σε κάθε άλλη εδαφική περιοχή που ορίζεται στη δήλωση. Η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει για την περιοχή αυτή την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί την πάροδο τρίμηνης περιόδου από την ημερομηνία λήψης της δήλωσης από το Γενικό Γρ...

3. Κάθε δήλωση που γίνεται δυνάμει των δύο προηγούμενων παραγράφων μπορεί να ανακληθεί, όσον αφορά την περιοχή που ορίζεται στη δήλωση αυτή, με γνωστοποίηση στο Γενικό Γραμματέα. Η ανάκληση αυτή θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί την πάροδο τρίμηνης περιόδου μετά την ημερομηνία λήψης της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

'Αρθρο 21.

Χρόνος εφαρμογής.

Η σύμβαση αυτή θα μπορεί να εφαρμόζεται ως προς την εκτέλεση των καταδικαστικών αποφάσεων που έχουν εκδοθεί είτε πριν είτε μετά την έναρξη ισχύος της.

'Αρθρο 22.

Σχέση με άλλες συμβάσεις και συμφωνίες.

1. Η σύμβαση αυτή δε θίγει τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις που προκύπτουν από συνθήκες έκδοσης και άλλες συνθήκες διεθνούς συνεργασίας σε ποινικές υποθέσεις που προβλέπουν τη μεταφορά κρατουμένων για να καταθέσουν σε αντιπαράθεση ή ως μάρτυρες.

2. Εάν δύο ή περισσότερα Μέρη έχουν ήδη συνάψει ή πρόκειται να συνάψουν συμφωνία ή συνθήκη για τη μεταφορά των καταδίκων ή με άλλο τρόπο έχουν καθορίσει ή πρόκειται να καθορίσουν τις σχέσεις τους στον τομέα αυτόν, θα έχουν τη δυνατότητα να εφαρμόσουν εκείνη τη συμφωνία ή συνθήκη ή διευθέτηση, στη θέση αυτής της σύμβασης.

3. Η σύμβαση αυτή δε θίγει το δικαίωμα των κρατών που είναι Μέρη της Ευρωπαϊκής σύμβασης για τη διεθνή ισχύ των ποινικών αποφάσεων, να συνάψουν μεταξύ τους διμερείς ή πολυμερείς συμφωνίες σχετικά με θέματα ρυθμιζόμενα από την παρούσα σύμβαση, για να συμπληρώσουν τις διατάξεις ή να διευκολύνουν την εφαρμογή των αρχών από τις οποίες εμπνέεται.

4. Εάν μία αίτηση για μεταφορά εμπίπτει στο πεδίο εφαρμογής της σύμβασης αυτής και της Ευρωπαϊκής σύμβασης για τη διεθνή ισχύ των ποινικών αποφάσεων ή μιας άλλης συμφωνίας ή συνθήκης για τη μεταφορά καταδίκων, το κράτος που υποβάλλει την αίτηση οφείλει, όταν συντάσσει αυτή την αίτηση, να προσδιορίζει βάσει ποιου κειμένου συντάσσεται η αίτηση.

'Αρθρο 23.

Φιλικός διακανονισμός.

Η Ευρωπαϊκή Επιτροπή για τα Εγκληματολογικά Προβλήματα θα παρακολουθεί την εφαρμογή της σύμβασης αυτής και θα διευκολύνει, εάν παραστεί ανάγκη, το φιλικό διακανονισμό κάθε δυσκολίας στην εφαρμογή.

'Αρθρο 24.

Καταγγελία.

1. Κάθε Μέρος μπορεί, οποτεδήποτε, να καταγγείλει τη Σύμβαση απευθύνοντας μια γνωστοποίηση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί την πάροδο τρίμηνης περιόδου μετά την ημερομηνία λήψης της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

3. Η σύμβαση αυτή θα συνεχίσει παρ' όλα αυτά να εφαρμόζεται για την εκτέλεση καταδικαστικών αποφάσεων προσώπων που μεταφέρονται σύμφωνα μ' αυτή τη σύμβαση πριν αρχίσει να ισχύει η καταγγελία.

'Αρθρο 25.

Γνωστοποιήσεις.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα γνωστοποιεί στα κράτη μέλη του Συμβουλίου και σε κάθε κράτος μη μέλος που έχει προσχωρήσει στη σύμβαση αυτή:

α. κάθε υπογραφή·

β. την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης·

γ. κάθε ημερομηνία έναρξης ισχύος της σύμβασης αυτής σύμφωνα με τα άρθρα της 18 παρ. 2 και 3, 19 παρ. 2 και 20 παρ. 2 και 3·

δ. κάθε άλλη πράξη, δήλωση, γνωστοποίηση ή ανακοίνωση που έχει σχέση με τη σύμβαση αυτή.

Για την πιστότητα των παραπάνω, οι υπογράφοντες, ειδικά εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτό, υπέγραψαν τη σύμβαση αυτή.

Έγινε στο Στρασβούργο στις 21 Μαρτίου 1983 στα γαλλικά και τα αγγλικά, σε δύο δηλαδή κείμενα τα οποία έχουν την ίδια ισχύ και σε ένα αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει ακριβές επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε κράτος - μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης και σε κάθε κράτος μη μέλος που έχει συμμετάσχει στην κατάρτιση της παρούσας σύμβασης και σε κάθε κράτος που καλείται να προσχωρήσει σ' αυτή.

'Αρθρο δεύτερο.

Για την εφαρμογή των άρθρων 10 και 11 παρ. 1 της σύμβασης αρμόδια αρχή είναι το Τριμελές Πλημμελειοδικείο Αθηνών, για την εφαρμογή δε του άρθρου 11 παρ. 2 το Τριμελές Πλημμελειοδικείο του τόπου όπου κρατείται ο κατάδικος.

Κατά της απόφασης αυτού επιτρέπεται στον εισαγγελέα και στον καταδικασθέντα το ένδικο μέσο της αναίρεσης.

'Αρθρο τρίτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε σύμβασης που κυρώνεται σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 18 παρ. 3 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 19 Ιουνίου 1987

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ — **ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ**

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ — **ΑΝΤΩΝΗΣ ΔΡΟΣΟΓΙΑΝΝΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 26 Ιουνίου 1987

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

---

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1709

Κύρωση του πρόσθετου πρωτοκόλλου της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την πληροφόρηση για το Αλλοδαπό Δίκαιο.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

'Αρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος το Πρόσθετο Πρωτόκολλο της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την πληροφόρηση για το αλλοδαπό δίκαιο, που υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 15 Μαρ-

τίου 1978 και του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής :

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION EUROPEENNE DANS LE DOMAINE DE L' INFORMATION SUR LE DROIT ETRANGER

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole.

Vu les dispositions de la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger, ouverte à la signature à Londres le 7 juin 1968, (ci-après dénommée «la Convention»);

Considérant qu'il est opportun d'étendre le système d'entraide internationale établi par cette Convention au domaine pénal et de la procédure pénale, et ce dans un cadre multilatéral ouvert à toutes les Parties Contractantes à la Convention;

Considérant qu'en vue d'éliminer les obstacles de nature économique qui empêchent l'accés à la justice et de permettre à des personnes économiquement défavorisées de mieux faire valoir leurs droits dans les Etats membres, il est également souhaitable d'étendre le système établi par la Convention au domaine de l'assistance judiciaire et de la consultation juridique en matière civile et commerciale;

Constatant que l'article 1, paragraphe 2, de la Convention prévoit que deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir d'étendre, en ce qui les concerne, le champ d'application de la présente Convention à des domaines autres que ceux indiqués dans la Convention;

Constatant que l'article 3, parágraphe 3, de la Convention prévoit que deux ou plusieurs Parties Contractantes pourront convenir d'étendre, en ce qui les concerne, l'application de la Convention à des demandes émanant d'autorités autres que les autorités judiciaires.

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I

Article 1

Les Parties Contractantes s'engagent à se fournir, selon les dispositions de la Convention, des renseignements concernant leur droit matériel et procédural, leur organisation judiciaire dans le domaine pénal, y compris le Ministère Puplic, ainsi que le droit ralatif à l'exécution des mesures pénales. Cet engagement s'applique à toute prorédure visant des infactions dont la répression est, au moment où les renseignements sont demandés, de la compétence des autorités judiciaires de la Partie requérante.

Article 2

Une demande de renseignements sur des points concernant les domaines visés à l'article 1 peut :

a) émaner, outre d'un tribunal, de toute autorité judiciaire compétente en matière de poursuite ou d'exécution des sentences définitives et ayant force de la chose jugée; et

b) être formée, non seulement à l'occasion d'une instance déjà engagée, mais aussi lorsqu'il est envisagé d'engager une poursuite

CHAPITRE II

Article 3

Dans le cadre de l'engagement découlant de l'article 1, paragraphe 1, de la Convention, les Parties Contractantes conviennent que la demande de renseignements peut :

a) émaner, outre d'unc autorité judiciaire, de toute autorité ou personne agissant dans le cadre d'un système officiel d'assistance judiciaire ou de consultation juridique pour le compte de personnes économiquement défavorisées; ct

b) être formée, non seulement à l'occasion d'une instance déjà engagée, mais aussi lorsqu'il est envisagé d'engager une instance.

Article 4

1. Toute Partie Contractante qui n'a pas créé ou désigné un ou plusieurs organes de transmission conformément à l'article 2, paragraphe 2 de la Convention, doit créer ou désigner un tel ou de tels organes chargés de transmettre à l'organe de réception étranger compétent, toute demande de renseignements formée en vertu de l'article 3 du présent Protocole.

2. Toute Partie Contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la dénomination et l'adresse de l'organe ou des organes de transmission créés ou désignés en application du paragraphe précédent.

CHAPITRE III

Article 5

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera lié que par les dispositions du Chapitre I ou par celles du Chapitre II du présent Protocole.

2. Tout Etat ayant fait une telle déclaration pourra ultérieurement à tout moment déclarer par voie de notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qu'il sera lié par l'ensemble des dispositions des Chapitres I et II. Cette notification prendra effet à la date de sa réception.

3. Toute Partie Contractante qui est liée par l'ensemble des dispositions des Chapitres I et II pourra à tout moment déclarer par voie de notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qu'elle ne sera liée que par les dispositions du Chapitre I ou par celles du Chapitre II. Cette notification prendra effet six mois après la date de sa réception.

4. Les dispositions du Chapitre I ou du Chapitre II ne sont applicables qu'entre les parties Contractantes qui sont liées respectivement par les dispositions du même Chapitre.

Article 6

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, signatures de la Convention, qui peuvent devenir Parties au Protocole par :

a) la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

b) la signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. Aucun Etat membre du Conseil de l'Europe ne pourra signer le présent Protocole sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le ratifier, accepter ou approuver, sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié ou accepté la Convention.

Article 7

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe seront devenus Parties au Protocole conformément aux dispositions de l'article 6.

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification , d'acceptation ou d'approbation ou le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera, le Protocole entrera en vigueur trois mois après la date de la signature ou du pépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 8

1. Après l'entrée en vigueur du présent Protocole, tout Etat qui a adhéré à la Convention ou qui aura été invité à y adhérer, pourra être invité par le Comité des Ministres à adhérer également au présent Protocole.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 9

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dèpôt de son instrument de ratification,d'acceptation d' approbationou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Protocole.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Protocole, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédant pourra être retirée, en ce qui conserne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 10

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation de la Convention entraîne automatiquement la denonciation du présent Protocole.

Article 11

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la Convention :

a) toute signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;

b) toute signature sous réserve de ratification. d'acceptation ou d'approbation;

c) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

d) toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à son article 7;

e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 4;

f) toute déclaration ou notification reçue en application des dispositions de l'article 5;

g) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 9 et tout retrait d'une telle déclaration;

h) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 10 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 15 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie cetrifiée conforme à chacun des Etats signatures et adhérents.

Pour le Gouvernement
de la République d'Autriche:
Strasbourg, le 17 mars 1978
sous réserve de ratification
ou d'acceptation
Otto MASCHKE

Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique :
sous réserve de ratification
ou d'acceptation
A. VRANKEN

Pour le Gouvernement
de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement
du Royaume de Danemark :
with reservation in respect
of ratification or acceptance
P. von der HUDE

Pour le Gouvernement
de la République française
A. FEQUANT

Pour le Gouvernement
de la République Fédérale d'Allemagne:

Pour le Gouvernement
de la République hellénique :

Pour le Gouvernement
de la République islandaise:

Pour le Gouvernement
d'Irlande :

Pour le Gouvernement
de la République italienne :

Pour le Gouvernement
du Grand - Duché de Luxembourg :

Pour le Gouvernement
de Malte :

Pour le Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas :

Pour le Gouvernement
du Royaume de Norvège :

Pour le Gouvernement
de la République portugaise :

Pour le Gouvernement
du Royaume de l'Espagne :

Pour le Gouvernement
du Royaume de Suède :

Pour le Gouvernement
de la Confédération suisse :

Pour le Gouvernement
de la République turque :

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΣΤΗΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΛΗΡΟΦΟΡΗΣΗ ΓΙΑ ΤΟ ΑΛΛΟΔΑΠΟ ΔΙΚΑΙΟ

Τα Κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, που υπογράφουν αυτό το Πρωτόκολλο,

Έχοντας υπόψη τις διατάξεις της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την πληροφόρηση για το αλλοδαπό δίκαιο, που είχε ανοιχθεί για υπογραφή στο Λονδίνο στις 7 Ιουνίου 1968 (που θα αποκαλείται στο εξής «η Σύμβαση»),

Θεωρώντας ότι είναι σκόπιμο να επεκτείνουν το σύστημα της διεθνούς αρωγής που καθιερώθηκε μ' αυτήν τη Σύμβαση, στο πεδίο του ποινικού δικαίου και της ποινικής δικονομίας μέσα σε πολυμερές πλαίσιο ανοικτό σε όλα τα συμβεβλημένα με τη Σύμβαση μέρη,

Θεωρώντας ότι, για την εξάλειψη των εμποδίων οικονομικής φύσης που παρακωλύουν την προσφυγή στη δικαιοσύνη και για να καταστεί δυνατό σε πρόσωπα οικονομικά ασθενέστερα να ασκήσουν καλύτερα τα δικαιώματά τους στα Κράτη - μέλη, είναι το ίδιο επιθυμητό να επεκταθεί το σύστημα που καθιερώθηκε από τη Σύμβαση και στον τομέα της δικαστικής αρωγής και παροχής νομικών συμβουλών για αστικές και εμπορικές υποθέσεις,

Διαπιστώνοντας ότι το άρθρο 1 παρ. 2 της Σύμβασης προβλέπει ότι δύο ή περισσότερα συμβαλλόμενα μέρη μπορούν να συμφωνήσουν να επεκτείνουν μεταξύ τους το πεδίο εφαρμογής της Σύμβασης και σε άλλους τομείς πέρα από εκείνους που αναφέρονται σ' αυτή,

Διαπιστώνοντας ότι το άρθρο 3, παράγραφος 3, της Σύμβασης προβλέπει ότι δύο ή περισσότερα συμβαλλόμενα μέρη μπορούν να συμφωνήσουν να επεκτείνουν μεταξύ τους την εφαρμογή της Σύμβασης και στις αιτήσεις που προέρχονται από άλλες αρχές εκτός από τις δικαστικές,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟ I.

Άρθρο 1.

Τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να παρέχουν, αμοιβαία, σύμφωνα με τις διατάξεις της Σύμβασης, πληροφορίες για το ουσιαστικό και δικονομικό δίκαιό τους, για την οργάνωση της ποινικής δικαιοσύνης, και των Εισαγγελικών Αρχών, καθώς επίσης για το δίκαιο το σχετικό με την εκτέλεση των ποινών. Αυτή η υποχρέωση εφαρμόζεται σε όλες τις διαδικασίες που αφορούν παραβάσεις των οποίων η δίωξη, τη στιγμή κατά την οποία ζητούνται οι πληροφορίες, ανήκει στην αρμοδιότητα των δικαστικών αρχών του αιτούντος μέρους.

Άρθρο 2.

Αιτήσεις για πληροφορίες σε θέματα των τομέων που αναφέρονται στο άρθρο 1 μπορούν :

α) να προέρχονται όχι μόνον από δικαστήριο, αλλά από οποιαδήποτε άλλη δικαστική αρχή που έχει αρμοδιότητα να προβαίνει στη δίωξη ή εκτέλεση των οριστικών αποφάσεων που έχουν ισχύ δεδικασμένου και

β) να διατυπώνονται όχι μόνον όταν οι διαδικασίες έχουν αρχίσει, αλλά και όταν αντιμετωπίζεται η έναρξή τους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II.

Άρθρο 3.

Στο πλαίσιο της υποχρέωσης που απορρέει από το άρθρο 1, παράγραφος 1 της Σύμβασης, τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν ότι αιτήσεις για πληροφορίες μπορούν:

α) να προέρχονται όχι μόνον από δικαστική αρχή αλλά και από πρόσωπα που ενεργούν στα πλαίσια ενός επίσημου συστήματος δικαστικής αρωγής ή παροχής νομικών συμβουλών για όφελος προσώπων οικονομικά ασθενών και

β) να διατυπώνονται όχι μόνον όταν οι διαδικασίες έχουν αρχίσει, αλλά και όταν αντιμετωπίζεται η έναρξή τους.

Άρθρο 4.

1. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που δε συνέστησε ή δεν υπέδειξε ένα ή περισσότερα όργανα διαβίβασης σύμφωνα με το άρθρο 2 παράγραφος 2 της Σύμβασης, υποχρεούται να συστήσει ή να υποδείξει ένα ή περισσότερα τέτοια όργανα που θα έχουν ως σκοπό τη διαβίβαση στο αρμόδιο αλλοδαπό όργανο παραλαβής κάθε αίτησης για πληροφορίες, η οποία θα έχει υποβληθεί σύμφωνα με το άρθρο 3 αυτού του Πρωτοκόλλου.

2. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος θα κοινοποιεί στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης το όνομα και τη διεύθυνση του οργάνου ή των οργάνων διαβίβασης που θα συσταθεί ή θα υποδειχθεί σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III.

Άρθρο 5.

1. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά την υπογραφή ή κατά την κατάθεση του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να δηλώσει ότι θα δεσμεύεται μόνο για τις διατάξεις του κεφαλαίου I ή του κεφαλαίου II αυτού του Πρωτοκόλλου.

2. Κάθε Κράτος που θα έχει προβεί σ' αυτή τη δήλωση μπορεί οποτεδήποτε μεταγενέστερα να δηλώσει με γνωστοποίηση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης ότι θα δεσμεύεται από το σύνολο των διατάξεων των Κεφαλαίων I και II. Η γνωστοποίηση αυτή θα αρχίσει να ισχύει από την ημερομηνία παραλαβής της.

3. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που δεσμεύεται από το σύνολο των διατάξεων των Κεφαλαίων I και II μπορεί οποτεδήποτε να δηλώσει με γνωστοποίηση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης ότι θα δεσμεύεται μόνον από τις διατάξεις του Κεφαλαίου I ή του Κεφαλαίου II. Αυτή η γνωστοποίηση θα αρχίσει να ισχύει έξι μήνες μετά από την ημερομηνία παραλαβής της.

4. Οι διατάξεις των Κεφαλαίων I ή II δε θα εφαρμόζονται παρά μόνο μεταξύ των συμβαλλομένων μερών που δεσμεύονται αντίστοιχα με τις διατάξεις του ίδιου Κεφαλαίου.

Άρθρο 6.

1. Το Πρωτόκολλο αυτό είναι ανοικτό για υπογραφή από τα Κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, που υπέγραψαν τη Σύμβαση και τα οποία μπορούν να γίνουν μέρη στο Πρωτόκολλο με:

α) υπογραφή χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης,

β) υπογραφή χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης, που θα ακολουθείται από επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση.

2. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

3. Κανένα Κράτος - μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης δεν μπορεί να υπογράψει το Πρωτόκολλο αυτό χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή να το επικυρώσει, αποδεχθεί ή εγκρίνει, χωρίς να έχει επικυρώσει ή αποδεχθεί, ταυτόχρονα ή προηγούμενα, τη Σύμβαση.

Άρθρο 7.

1. Το Πρωτόκολλο αυτό θα αρχίσει να ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία τρία Κράτη-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης θα έχουν καταστεί μέρη στο Πρωτόκολλο σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 6.

2. Για κάθε Κράτος - μέλος που θα υπογράψει το Πρωτόκολλο μεταγενέστερα χωρίς την επιφύλαξη της επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή που θα το επικυρώσει, αποδεχθεί ή εγκρίνει, αυτό θα αρχίσει να ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία υπογραφής ή κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 8.

1. Μετά την έναρξη ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου κάθε Κράτος το οποίο προσχώρησε στη Σύμβαση ή το οποίο έχει κληθεί να προσχωρήσει σ' αυτή, μπορεί να κληθεί από την Επιτροπή των Υπουργών να προσχωρήσει και στο παρόν Πρωτόκολλο.

2. Αυτή η προσχώρηση θα πραγματοποιείται με την κατάθεση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης του εγγράφου προσχώρησης και θα αρχίσει να ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία της κατάθεσής του.

Άρθρο 9.

1. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά τη στιγμή της υπογραφής ή της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να καθορίσει το έδαφος ή τα εδάφη στα οποία θα εφαρμόζεται αυτό το πρωτόκολλο.

2. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά τη στιγμή της κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής έγκρισης ή προσχώρησης ή οποτεδήποτε μεταγενέστερα με δήλωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να επεκτείνει την εφαρμογή αυτού του Πρωτοκόλλου και σε κάθε άλλο έδαφος ή εδάφη που καθορίζονται στη δήλωση και για τις διεθνείς σχέσεις του οποίου είναι υπεύθυνο ή για λογαριασμό του οποίου έχει εξουσιοδοτηθεί να αναλαμβάνει υποχρεώσεις.

3. Κάθε δήλωση που γίνεται δυνάμει της προηγούμενης παραγράφου, μπορεί να ανακληθεί, σε ό,τι αφορά σε οποιοδήποτε έδαφος που καθορίζεται στη δήλωση αυτή με γνωστοποίηση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης. Αυτή η ανάκληση θα αρχίσει να ισχύει έξι μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 10.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, σε ό,τι το αφορά, να καταγγείλει το παρόν Πρωτόκολλο με γνωστοποίηση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Αυτή η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει έξι μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

3. Η καταγγελία της Σύμβασης αυτόματα επιφέρει την καταγγελία του Πρωτοκόλλου αυτού.

Άρθρο 11.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα γνωστοποιεί στα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου και σε οποιοδήποτε άλλο Κράτος που προσχώρησε στη Σύμβαση :

α) κάθε υπογραφή χωρίς την επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης,

β) κάθε υπογραφή με επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης,

γ) την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

δ) κάθε ημερομηνία έναρξης ισχύος αυτού του Πρωτοκόλλου σύμφωνα με το άρθρο 7 αυτού,

ε) κάθε γνωστοποίηση που λαμβάνεται σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 4,

στ) κάθε δήλωση ή γνωστοποίηση που λαμβάνεται σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 5,

ζ) κάθε δήλωση που λαμβάνεται σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 9 και κάθε ανάκληση αυτής της δήλωσης,

η) κάθε γνωστοποίηση που λαμβάνεται σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 10 και την ημερομηνία έναρξης ισχύος της καταγγελίας.

Για να πιστοποιηθούν τα παραπάνω οι υπογράφοντες νόμιμα εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτό, υπέγραψαν αυτό το Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Στρασβούργο, στις 15 Μαρτίου 1978, στα Αγγλικά και Γαλλικά, με τα δύο κείμενα να έχουν την ίδια ισχύ, σε ένα μόνον αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει κυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Κράτος που θα υπογράψει και θα προσχωρήσει.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Πρωτοκόλλου που κυρώνεται κατά τα προβλεπόμενα από το άρθρο 7 αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 19 Ιουνίου 1987

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 26 Ιουνίου 1987

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ